

FICHE TECHNIQUE

Alliance des présidences de CA des organismes en itinérance pour femmes (APOIF)

NOTRE DEMANDE

Établir un barème de financement transparent, basé sur les coûts réels et les besoins des femmes, et convertir les enveloppes ponctuelles en financement récurrent et prévisible.

Concrètement, nous demandons :

- Un financement global qui tient compte des réalités d'aujourd'hui et indexé au coût de la vie.
- L'équité entre organismes offrant des services comparables.
- La fin de la dépendance aux financements par projets, viser un financement à la mission.
- Une actualisation des critères de calcul des seuils planchers pour chaque programme, pour refléter la complexité croissante des besoins et la hausse du coût de la vie.

LE CONSTAT : UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE

Le financement actuel est inéquitable et instable. Il repose sur des catégories figées dans le temps qui ne reflètent plus la réalité du terrain, maintenant les organismes dans une précarité structurelle.

COMMENT SONT FINANCÉS LES ORGANISMES EN ITINÉRANCE POUR FEMMES ?

En partie par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du gouvernement du Québec, mais aussi par des sommes non récurrentes hors PSOC : Vers un chez-soi, l'Entente Canada-Québec sur l'itinérance hors refuge, les mesures hivernales et le Programme d'aide PAII.

QU'EST-CE QU'UN SEUIL PLANCHER ?

C'est le montant minimal de financement à la mission qu'un organisme devrait recevoir selon son type d'activité (aide et entraide, hébergement, milieu de vie, etc.), pour être réellement opérationnel. Mais c'est un objectif théorique : même quand un organisme est reconnu comme sous-financé par rapport à ce seuil, l'atteindre dépend des sommes que le gouvernement choisit de verser en rehaussement — rien ne garantit qu'il sera comblé.

POURQUOI LE MODÈLE ACTUEL ÉCHOUE

1. **Des coûts réels non couverts** Le financement accordé par femme hébergée demeure largement inférieur au coût réel des services et de l'accompagnement offerts. Dans certains organismes, il ne couvre que **37,5 % des coûts réels d'opération**.

2. Une classification obsolète Le financement est basé sur la catégorie d'inscription initiale de l'organisme, parfois vieille de plusieurs décennies.

- **Exemple** : Un organisme inscrit comme « centre de jour » qui a développé des services d'hébergement complets continue d'être financé uniquement comme centre de jour, recevant 0 \$ pour ses lits, équipes d'hébergement et activités de prévention.

- **Résultat** : Deux organismes offrant des services identiques peuvent subir **des écarts de financement allant jusqu'à 43 %**, simplement en raison de leur catégorie d'inscription initiale.

3. Une indexation incohérente qui creuse les écarts Les faibles rehaussements annuels (ex. 1,8 % au PSOC) sont calculés en pourcentage du budget existant. Mécaniquement, les organismes déjà sous-financés reçoivent des sommes dérisoires comparativement aux autres, accentuant les inégalités année après année.

4. L'illusion des mesures ponctuelles La multiplication d'enveloppes temporaires (mesures hivernales, projets spéciaux) crée une illusion de soutien. Ces mesures se répètent chaque année sans jamais offrir la stabilité requise pour planifier les ressources humaines et maintenir les services en temps opportun.

PENDANT CE TEMPS, LES BESOINS SE COMPLEXIFIENT

La réalité a changé. Les femmes accueillies font face à des enjeux de plus en plus lourds : santé mentale, dépendances, traumatismes, exploitation sexuelle, violence conjugale.

Le profil des femmes accueillies tend lui aussi à changer: on constate une hausse importante d'aînées touchées par la crise de l'abordabilité.

Ces réalités exigent un accompagnement plus intensif, spécialisé et continu, que le modèle de financement actuel ne permet pas de soutenir adéquatement.

LES CONSÉQUENCES HUMAINES ET OPÉRATIONNELLES

Cette instabilité force les gestionnaires à faire des choix impossibles :

- Listes d'attente qui s'allongent. **Par exemple, un organisme doit refuser plus de 5000 demandes annuellement, faute de place.**

- Difficulté à recruter et à retenir du personnel expérimenté en raison de l'instabilité du financement et de l'absence d'indexation salariale.

- Épuisement des équipes et perte d'expertise cruciale.

- Difficulté à adapter les services à l'évolution des besoins et à en développer de nouveaux, faute d'un financement récurrent qui suit cette évolution.

Sans financement récurrent basé sur les coûts réels, des organismes devront réduire leurs services, aggravant la crise sociale au moment même où les besoins sont critiques.

FINANCER ADÉQUATEMENT LES ORGANISMES: UN INVESTISSEMENT SOCIAL

Selon une récente étude du CIRANO, chaque personne itinérante coûte 77 600 \$ par année à la société. Financer adéquatement les ressources en itinérance et hébergement pour femmes, c'est donc désengorger les urgences hospitalières, réduire les interventions policières et judiciaires, et permettre aux femmes de reconstruire leur vie. C'est un levier de stabilité sociale, non une simple dépense.

Organismes membres de l'Alliance des présidences de CA des organismes en itinérance pour femmes (APOIF)

Auberge Madeleine
Chez Doris
Centre des femmes de convictions de Montréal
La maison Marguerite
La rue des Femmes
L'abri d'espoir (Armée du Salut)
Le Chaînon
Le Y des femmes de Montréal
Les maisons de l'ancre
Logifem
Logis Rose Virginie
Passages
Patricia McKenzie (Mission Old Brewery)